

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2018.

Art. 3. Le ministre qui a la Justice dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 21 décembre 2018.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
K. GEENS

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2018.

Art. 3. De minister bevoegd voor Justitie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 21 december 2018.

FILIP

Van Koningswege :
De Minister van Justitie,
K. GEENS

GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/201064]

31 JANVIER 2019. — Décret relatif à la qualité de l'air intérieur (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — Généralités

Article 1^{er}. . § 1^{er}. Le présent décret vise à prévenir ou limiter les nuisances occasionnées à l'air à l'intérieur des espaces fermés afin de limiter les risques pour l'environnement et pour la santé des habitants ou usagers.

Dans ce cadre, le présent décret détermine les missions en matière d'évaluation, d'aide au diagnostic et de recommandation visant toute source de pollution à la qualité de l'air intérieur.

§ 2. Le présent décret ne trouve pas à s'appliquer aux établissements occupant exclusivement des travailleurs visés par le Code du bien-être au travail en exécution de la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail.

Art. 2. Aux fins du présent décret et de ses arrêtés d'exécution, on entend par :

- 1° « demandeur » : toute personne, physique ou morale, publique ou privée, qui introduit une demande;
- 2° « air intérieur » : air à l'intérieur d'un espace fermé, quelle qu'en soit la provenance;
- 3° « niveau » : la concentration d'une substance ou de particules ou d'un organisme biologique ou la valeur à un paramètre physique dans l'air intérieur;
- 4° « valeur guide » : le niveau à atteindre ou maintenir dans un espace fermé dans le but d'éviter, de prévenir ou de réduire les effets sur la santé ou l'environnement;
- 5° « valeur d'intervention » : le niveau à partir duquel des actions préventives et correctrices sont nécessaires;
- 6° « administration » : le service désigné par le Gouvernement;
- 7° « service d'évaluation » : le service compétent pour réaliser l'évaluation de la qualité de l'air intérieur, tel que désigné par le Gouvernement;
- 8° « véhicule » : véhicule à moteur au sens de l'article 1^{er}, 41, de l'arrêté royal du 15 mars 1968 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles et leurs remorques, leurs éléments ainsi que les accessoires de sécurité.

CHAPITRE II. — Prévention

Art. 3. Afin de préserver la qualité de l'air intérieur, le Gouvernement peut :

- 1° réglementer l'usage en intérieur de certains produits dans les établissements ouverts au public et dans d'autres espaces clos qu'il détermine;
- 2° fixer des exigences d'entretien et de contrôle du fonctionnement d'appareils qui présentent un impact sur la qualité de l'air intérieur.

Lorsque le guide de bonnes pratiques visé à l'article 5 et les mesures prises en vertu de l'alinéa 1^{er}, 1°, ne permettent pas de lutter efficacement contre l'effet néfaste d'un produit visé pour l'environnement, en ce compris la santé humaine, le Gouvernement peut interdire l'usage en intérieur du produit visé dans les établissements ouverts au public et dans d'autres espaces clos qu'il détermine.

Art. 4. En présence d'enfant mineur, il est interdit de fumer à l'intérieur des véhicules.

Art. 5. § 1^{er}. Le Gouvernement met à disposition du public un guide de bonnes pratiques pour prévenir et limiter les nuisances occasionnées à l'air intérieur.

§ 2. Le Gouvernement organise et tient à jour un observatoire de la qualité de l'air intérieur des lieux investigués. Les données contenues dans cet observatoire sont rendues anonymes.

Il règle les modalités permettant de collecter les informations insérées dans l'observatoire, ainsi que leur durée de conservation.

Conformément au Livre I^{er} du Code de l'Environnement, il définit les informations qui sont rendues publiques.

CHAPITRE III. — *Évaluation de la qualité de l'air intérieur*

Section 1^{re}. — Généralités

Art. 6. Le présent Chapitre s'applique aux :

- 1^o logements visés à l'article 1^{er}, 3^o, du Code wallon du Logement et de l'Habitat durable;
- 2^o bâtiments publics relevant d'une activité publique ou les parties de ces bâtiments qui sont, du fait de leur destination ou fonction, destinés à accueillir du public;
- 3^o bâtiments privés ou les parties de ces bâtiments, déterminés par le Gouvernement, qui sont, du fait de leur destination ou fonction, destinés à accueillir du public.

Art. 7. Sur base de données scientifiques, le Gouvernement fixe les valeurs guides et les valeurs d'intervention.

Lorsque, au cours d'une évaluation menée conformément aux articles 8 et 9, une substance, un organisme biologique ou un paramètre physique, mesuré dans un espace fermé, présente ou est susceptible de présenter des risques graves pour l'environnement ou pour la santé, et que le niveau n'a pas été fixé en vertu de l'alinéa 1^{er}, l'Administration propose, pour les besoins de l'évaluation en cours, les valeurs guide et d'intervention à atteindre dans le rapport d'évaluation visé à l'article 8. Ces valeurs guide et d'intervention sont proposées sur base des connaissances scientifiques et de recommandations internationales.

Dans l'hypothèse visée à l'alinéa 2, le Gouvernement confirme ou, le cas échéant, adapte les valeurs proposées.

Section 2. — De l'évaluation

Art. 8. § 1^{er}. Toute demande d'évaluation de la qualité de l'air intérieur doit être motivée par un avis médical. La demande est introduite auprès de l'Administration par le demandeur ou le médecin sollicité. Le Gouvernement arrête le contenu minimum de l'avis médical.

Lorsque la demande concerne un logement, cette demande est accompagnée du consentement écrit de l'occupant du logement visé.

Lorsque la demande concerne un des espaces visés à l'article 6, alinéa 1^{er}, 2^o et 3^o, le propriétaire ou l'exploitant du bâtiment visé en est informé.

Toute demande introduite sans que l'avis médical ne soit joint est considérée comme irrecevable.

Outre la condition visée à l'alinéa 4, le Gouvernement détermine les cas dans lesquels la demande est considérée comme non-fondée ou irrecevable.

§ 2. Lorsque la demande est recevable, elle est adressée pour enquête par l'Administration au Service d'évaluation.

Le Service d'évaluation établit un rapport d'évaluation reprenant l'évaluation de la qualité de l'air intérieur et les risques environnementaux ou sanitaires liés ainsi que, le cas échéant, les recommandations et actions correctrices envisageables pour améliorer la qualité de l'air intérieur des espaces analysés et pour prévenir ou limiter les nuisances occasionnées à l'air.

Le Gouvernement règle les modalités d'intervention du Service d'évaluation, ainsi que le contenu minimum du rapport d'évaluation.

Le rapport est transmis au demandeur, au médecin qui a émis l'avis médical visé au paragraphe 1^{er} et sous forme informatique à l'Administration.

Dans le cas d'un espace visé à l'article 6, alinéa 1^{er}, 2^o et 3^o, une synthèse du rapport est transmise au propriétaire et à l'exploitant lorsque ceux-ci ne sont pas le demandeur. Dans ce cas, le Gouvernement détermine le contenu de cette synthèse afin d'assurer la confidentialité des données reprises.

§ 3. Lorsque la pollution mesurée dans l'air intérieur émane de l'air ambiant à l'extérieur du bâtiment visé, le Gouvernement fait procéder à une investigation sur l'origine de la pollution et en informe la commune.

Art. 9. § 1^{er}. Lorsque l'évaluation nécessite des prélèvements d'échantillons et analyses de l'air intérieur, ces opérations sont réalisées par des laboratoires agréés.

Le Gouvernement règle les modalités d'intervention des laboratoires agréés.

§ 2. Les conditions auxquelles sont subordonnées la délivrance d'un agrément, la procédure, l'usage, telles qu'arrêtées pour les laboratoires chargés des prélèvements et analyses dans le cadre de la lutte contre la pollution atmosphérique, valent pour l'agrément des laboratoires chargés des prélèvements et analyses de l'air intérieur prévus par le présent décret.

L'agrément est octroyé pour une durée indéterminée.

Le Gouvernement détermine les modalités de contrôle des titulaires d'un agrément, ainsi que les règles, les modalités de suspension et de retrait, et les règles spécifiques.

§ 3. Le Gouvernement peut établir les modalités relatives aux prélèvements d'échantillons et fixer les méthodes d'analyses.

Section 3. — Des plans d'actions

Sous-section 1. — Actions en matière d'espace visé à l'article 6, alinéa 1^{er}, 1^o

Art. 10. Lorsqu'une valeur d'intervention est dépassée dans un logement ou présente un risque environnemental ou sanitaire lié à la qualité de l'air intérieur, l'Administration transmet à la commune où est situé le logement le rapport d'évaluation visé à l'article 8, § 2.

Si des mesures sont prises en vertu du Code wallon du Logement et de l'Habitat durable, la commune en informe l'Administration.

Sous-section 2. — Actions en matière d'espace visé à l'article 6, alinéa 1^{er}, 2^o et 3^o

Art. 11. Lorsqu'une valeur guide est dépassée dans un espace visé par la présente section, sans pour autant atteindre la valeur d'intervention, l'exploitant de l'établissement prend, sur base du rapport d'évaluation visé à l'article 8, les mesures nécessaires pour surveiller l'évolution de la qualité de l'air intérieur dans les locaux visés. Ces mesures tendent à améliorer la qualité de l'air intérieur.

L'Administration détermine endéans quel délai une nouvelle évaluation telle que visée à l'article 8 devra être réalisée.

Art. 12. § 1^{er}. Lorsqu'une valeur d'intervention est dépassée ou lorsque le rapport d'évaluation identifie des risques environnementaux et sanitaires lié à la qualité de l'air intérieur, l'exploitant est tenu de soumettre, pour approbation à l'Administration, un plan d'actions visant à réduire les risques et surveiller l'évolution de la qualité de l'air intérieur.

Le plan d'actions est transmis dans un délai convenu entre le propriétaire, l'exploitant, et l'Administration. Ce délai ne peut toutefois excéder six mois.

Le plan d'actions propose un calendrier pour sa mise en œuvre.

A défaut d'accord ou de transmission du plan d'actions, l'Administration impose un plan d'actions proportionné aux risques.

§ 2. Le rapport d'évaluation et le plan d'actions approuvé par l'Administration sont transmis par cette dernière à la commune où est situé l'espace visé.

§ 3. L'exploitant met en œuvre le plan d'actions conformément au calendrier approuvé et informe les usagers des actions planifiées suivant les modalités déterminées par le Gouvernement. L'administration assure le suivi et le contrôle de la mise en œuvre du plan d'actions dans les conditions fixées par le Gouvernement.

Section 4. — Des recours

Art. 13. Un recours contre les décisions de l'Administration visées à l'article 7, alinéa 2, aux articles 11 et 12 est ouvert à l'exploitant auprès du Gouvernement.

Le demandeur d'un agrément visé à l'article 9 peut introduire un recours auprès du Gouvernement contre la décision ou l'absence de décision de l'Administration.

Le Gouvernement détermine les modalités d'instruction et de délais des recours prévus aux alinéas 1^{er} et 2.

Section 5. — Des aides

Art. 14. Dans les limites des crédits budgétaires disponibles, le Gouvernement peut, dans les conditions qu'il détermine, octroyer une aide financière visant à couvrir les frais liés à l'évaluation de la qualité de l'air intérieur.

Le Gouvernement précise les conditions et modalités d'octroi de l'aide financière et fixe la participation financière du demandeur.

Section 6. — De la protection des données

Art. 15. Le traitement des données à caractère personnel contenues dans les demandes et les rapports d'évaluation de la qualité de l'air intérieur s'effectue conformément à la législation en matière de protection des données.

Le responsable du traitement des données visées par le présent décret est l'Administration.

Les données à caractère personnel ne peuvent être conservées plus de trois ans après la transmission du rapport, conformément à l'article 8, § 2. Lorsque ces données sont reprises au sein de l'observatoire de la qualité de l'air intérieur, elles sont rendues anonymes.

Le Gouvernement détermine les mesures techniques et organisationnelles nécessaires à la protection des données à caractère personnel, et visant à assurer leur confidentialité.

Le responsable du traitement fournit aux personnes au bénéfice desquelles une demande d'évaluation de la qualité de l'air intérieur est introduite, lors de la confirmation de la recevabilité de la demande, les informations relatives au traitement de données, ainsi qu'aux droits et recours qui peuvent être exercés.

CHAPITRE IV. — Dispositions pénales

Art. 16. Commet une infraction de quatrième catégorie au sens de l'article D.151 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement, l'exploitant ou le propriétaire d'un établissement ouvert au public qui :

- 1° fait obstacle à l'évaluation de la qualité de l'air intérieur visé à l'article 8;
- 2° ne met pas en œuvre les mesures de surveillance visées à l'article 11;
- 3° ne soumet pas, pour approbation, dans les délais prévus, le plan d'actions visé à l'article 12;
- 4° ne met pas en œuvre dans les délais prévus, le plan d'actions visé à l'article 12.

Commets une infraction de troisième catégorie au sens de l'article D.151 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement, le conducteur ou le passager d'un véhicule qui contrevient à l'interdiction prévue à l'article 4.

CHAPITRE V. — Dispositions transitoires, modificatives et finales

Art. 17. Les infractions visées à l'article 16 ne sont pas susceptibles de poursuites pénales et font uniquement l'objet de sanctions administratives conformément au Livre I^{er} du Code de l'Environnement.

Par dérogation à l'article D.141 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement, le procès-verbal constatant l'infraction est transmis par l'agent, par voie recommandée, au contrevenant, et ce, dans les quinze jours de la constatation de l'infraction ou de l'expiration du délai visé à l'article D.148, § 1^{er}, du Livre I^{er} du Code de l'Environnement. Ce procès-verbal et une preuve d'envoi de ladite lettre recommandée au contrevenant sont transmis au Fonctionnaire sanctionnateur dans le même délai.

Art. 18. L'article D.138, alinéa 1^{er}, du Livre I^{er} du Code de l'Environnement, inséré par le décret du 5 juin 2008 et modifié en dernier lieu par le décret du 12 décembre 2014, est complété par le 19^o rédigé comme suit : « 19^o le décret du 31 janvier 2019 relatif à la qualité de l'air intérieur. ».

Art. 19. Le présent décret entre en vigueur à la date déterminée par le Gouvernement.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 31 janvier 2019.

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

La Ministre de l'Action sociale, de la Santé, de l'Égalité des Chances, de la Fonction publique et
de la Simplification administrative,
A. GREOLI

Le Ministre de l'Économie, de l'Industrie, de la Recherche, de l'Innovation, du Numérique,
de l'Emploi et de la Formation,
P.-Y. JÉHOLET

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire, des Travaux publics,
de la Mobilité, des Transports, du Bien-Être animal et des Zonings,
C. DI ANTONIO

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Énergie, du Climat et des Aéroports,
J.-L. CRUCKE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité, du Tourisme,
du Patrimoine et délégué à la Grande Région,
R. COLLIN

La Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives,
V. DE BUE

(1) Session 2018-2019.

Documents du Parlement wallon, 1246 (2018-2019) N^{os} 1 à 6.

Compte rendu intégral, séance plénière du 30 janvier 2019.

Discussion.

Vote.

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2019/201064]

31. JANUAR 2019 — Dekret über die Qualität der Innenraumluft (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen, und Wir, Wallonische Regierung, sanktionieren es:

KAPITEL I — *Allgemeines*

Artikel 1. § 1. Vorliegendes Dekret zielt darauf ab, die schädlichen Einwirkungen auf die Luft innerhalb von geschlossenen Räumen zu verhindern oder zu beschränken, um die Gefahren für die Umwelt und die Gesundheit der Bewohner oder der Nutzer in Grenzen zu halten.

Vor diesem Hintergrund bestimmt vorliegendes Dekret die Aufgaben im Bereich der Bewertung, Diagnosehilfe und Empfehlungen in Bezug auf jegliche Belastungsquelle der Luftqualität in Innenräumen.

§ 2. Vorliegendes Dekret findet keine Anwendung auf Betriebe, die ausschließlich Arbeitnehmer beschäftigen, die in Ausführung des Gesetzes vom 4. August 1996 über das Wohlbefinden der Arbeitnehmer bei der Ausführung ihrer Arbeit unter das Gesetzbuch über das Wohlbefinden der Arbeitnehmer am Arbeitsplatz fallen.

Art. 2. Für die Zwecke vorliegenden Dekrets und seiner Durchführungserlasse gelten die folgenden Definitionen:

1^o "Antragsteller": jede natürliche oder juristische Person des öffentlichen oder privaten Rechts, die einen Antrag einreicht;

2^o "Innenraumluft": die Luft innerhalb eines geschlossenen Raums, ungeachtet ihrer Herkunft;

3^o "Niveau": die Konzentration eines Stoffs, oder von Partikeln, oder eines biologischen Organismus, oder der Wert eines physikalischen Parameters in der Innenraumluft;

4^o "Leitwert": das Niveau, das in einem geschlossenen Raum zu erreichen oder aufrechtzuerhalten ist, um die Auswirkungen auf Gesundheit und Umwelt zu vermeiden, zu verhindern oder zu reduzieren;

5^o "Maßnahmenwert": das Niveau, ab dem Vorbeugungs- und Abhilfemaßnahmen notwendig sind;

6^o "Verwaltung": die von der Regierung bestimmte Dienststelle;

7^o "Bewertungsdienststelle": die von der Regierung bestimmte Dienststelle, die für die Durchführung der Bewertung der Innenraumluftqualität zuständig ist;

8^o "Fahrzeug": Kraftfahrzeug im Sinne von Artikel 1 Ziffer 41 des Königlichen Erlasses vom 15. März 1968 zur Festlegung der allgemeinen Regelung über die technischen Anforderungen an Kraftfahrzeuge, ihre Anhänger, ihre Bestandteile und ihr Sicherheitszubehör.

KAPITEL II — *Prävention*

Art. 3. Um die Qualität der Innenraumluft zu bewahren, kann die Regierung:

1° die Innenraumanwendung bestimmter Produkte in den öffentlich zugänglichen Einrichtungen und in anderen geschlossenen Räumen, die von ihr bestimmt werden, reglementieren;

2° Anforderungen in Sachen Wartung und Funktionskontrolle von Geräten, die die Qualität der Innenraumluft beeinflussen, festlegen.

Wenn die in Artikel 5 genannten Leitlinien für die gute Praxis und die kraft Absatz 1 Ziffer 1 eingeleiteten Maßnahmen es nicht ermöglichen, die negativen Auswirkungen eines Produkts auf die Umwelt, einschließlich der menschlichen Gesundheit, erfolgreich zu bekämpfen, kann die Regierung die Innenraumanwendung des betroffenen Produkts in den öffentlich zugänglichen Einrichtungen und anderen von ihr bestimmten geschlossenen Räumen untersagen.

Art. 4. In Anwesenheit von minderjährigen Kindern ist es verboten, im Inneren von Fahrzeugen zu rauchen.

Art. 5. § 1. Die Regierung stellt der Öffentlichkeit Leitlinien für die gute Praxis zur Verfügung, um die schädlichen Einwirkungen auf die Innenraumluft zu verhindern und zu beschränken.

§ 2. Die Regierung organisiert eine Beobachtungsstelle für die Qualität der Innenraumluft in den untersuchten Räumlichkeiten und hält sie auf dem neuesten Stand. Die in dieser Beobachtungsstelle enthaltenen Daten werden anonymisiert.

Sie regelt die Modalitäten für die Einholung der Informationen, die in die Beobachtungsstelle aufgenommen werden, sowie ihre Aufbewahrungsdauer.

In Übereinstimmung mit Buch I des Umweltgesetzbuches bestimmt sie die Informationen, die veröffentlicht werden.

KAPITEL III — *Bewertung der Qualität der Innenraumluft**Abschnitt 1 — Allgemeines*

Art. 6. Vorliegendes Kapitel findet Anwendung auf:

1° die in Artikel 1 Ziffer 3 des Wallonischen Gesetzbuches über das Wohnungswesen und die Nachhaltigkeit der Wohnverhältnisse genannten Wohnungen;

2° die öffentlichen Gebäude, die einer öffentlichen Tätigkeit gewidmet sind, oder die Teile dieser Gebäude, die aufgrund ihrer Bestimmung oder ihrer Funktion dem Empfang von Besuchern dienen sollen;

3° die von der Regierung bestimmten privaten Gebäude oder die Teile dieser Gebäude, die aufgrund ihrer Bestimmung oder ihrer Funktion dem Empfang von Besuchern dienen sollen.

Art. 7. Anhand von wissenschaftlichen Daten setzt die Regierung die Leit- und Maßnahmenwerte fest.

Wenn im Laufe einer nach den Artikeln 8 und 9 durchgeführten Bewertung ein in einem geschlossenen Raum gemessener Stoff, biologischer Organismus oder physikalischer Parameter schwere Gefahren für die Umwelt oder die Gesundheit mit sich bringt oder bringen könnte und das Niveau nicht aufgrund von Absatz 1 festgelegt wurde, schlägt die Verwaltung zum Zweck der laufenden Bewertung die zu erreichenden Leit- und Maßnahmenwerte im Bewertungsbericht nach Artikel 8 vor. Diese Leit- und Maßnahmenwerte werden auf der Grundlage der wissenschaftlichen Kenntnisse und von internationalen Empfehlungen vorgeschlagen.

Im in Absatz 2 genannten Fall bestätigt die Regierung die vorgeschlagenen Werte oder, gegebenenfalls nimmt sie eine Anpassung Letzterer vor.

Abschnitt 2 — Bewertung

Art. 8. § 1. Jeder Antrag auf Bewertung der Innenraumluftqualität muss durch ein ärztliches Gutachten begründet werden. Der Antrag wird vom Antragsteller oder vom hinzugezogenen Arzt bei der Verwaltung eingereicht. Die Regierung legt den Mindestinhalt des ärztlichen Gutachtens fest.

Betrifft der Antrag eine Wohnung, so wird diesem Antrag die schriftliche Einwilligung des Bewohners der betroffenen Wohnung beigelegt.

Betrifft der Antrag einen der in Artikel 6 Absatz 1 Ziffern 2 und 3 genannten Räume, so wird der Eigentümer oder der Betreiber des betroffenen Gebäudes davon in Kenntnis gesetzt.

Jeder eingereichte Antrag, dem kein ärztliches Gutachten beigelegt wurde, gilt als unzulässig.

Neben der in Absatz 4 genannten Bedingung bestimmt die Regierung die Fälle, in denen der Antrag als unbegründet oder unzulässig gilt.

§ 2. Ist der Antrag zulässig, so wird er von der Verwaltung an die Bewertungsdienststelle zur Untersuchung weitergeleitet.

Die Bewertungsdienststelle erstellt einen Bewertungsbericht, der die Bewertung der Innenraumluftqualität und die damit verbundenen Gefahren für die Umwelt oder die Gesundheit sowie ggf. die möglichen Empfehlungen und Abhilfemaßnahmen umfasst, um die Innenraumluftqualität in den analysierten Räumen zu verbessern und die schädlichen Einwirkungen auf die Luft zu verhindern oder zu beschränken.

Die Regierung regelt die Interventionsmodalitäten der Bewertungsdienststelle sowie den Mindestinhalt des Bewertungsberichts.

Der Bericht wird dem Antragsteller, dem Arzt, der das in § 1 erwähnte ärztliche Gutachten ausgestellt hat, und, in elektronischer Form, der Verwaltung übermittelt.

Im Falle eines in Artikel 6 Absatz 1 Ziffern 2 und 3 genannten Raums wird eine Zusammenfassung des Berichts dem Eigentümer und dem Betreiber übermittelt, falls diese nicht der Antragsteller sind. In diesem Fall bestimmt die Regierung den Inhalt dieser Zusammenfassung mit dem Zweck, die Vertraulichkeit der darin enthaltenen Daten sicherzustellen.

§ 3. Wenn die gemessene Belastung der Innenraumluft von der Umgebungsluft außerhalb des Gebäudes ausgeht, lässt die Regierung eine Untersuchung über die Herkunft der Belastung durchführen und setzt die Gemeinde davon in Kenntnis.

Art. 9. § 1. Benötigt die Bewertung Probenahmen und Analysen der Innenraumluft, so werden diese Vorgänge von zugelassenen Laboren vorgenommen.

Die Regierung regelt die Interventionsmodalitäten der zugelassenen Laboratorien.

§ 2. Die Bedingungen, an die die Ausstellung einer Zulassung, das Verfahren, die Verwendung geknüpft sind, so wie sie für die mit den Probenahmen und Analysen im Rahmen der Maßnahmen zur Verringerung der Luftverschmutzung beauftragten Laboratorien festgelegt wurden, gelten für die Zulassung der Laboratorien, die mit den im vorliegenden Dekret vorgesehenen Probenahmen und Analysen der Innenraumluft beauftragt werden.

Die Zulassung wird auf unbestimmte Zeit gewährt.

Die Regierung bestimmt die Modalitäten für die Kontrolle der Inhaber einer Zulassung, sowie die Regeln und Modalitäten für deren Aussetzung und Entzug und die spezifischen Regeln.

§ 3. Die Regierung kann die Modalitäten für die Probenahmen erstellen und die Analysemethoden festlegen.

Abschnitt 3 — Aktionspläne

Unterabschnitt 1 — Maßnahmen in Bezug auf Räume nach Artikel 6 Absatz 1 Ziffer 1

Art. 10. Wird in einer Wohnung ein Maßnahmenwert überschritten oder bringt dieser eine mit der Innenraumluftqualität verbundene Umwelt- oder Gesundheitsgefahr mit sich, so übermittelt die Verwaltung der Gemeinde, in der sich die Wohnung befindet, den Bewertungsbericht nach Artikel 8 § 2.

Werden Maßnahmen aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über das Wohnungswesen und die Nachhaltigkeit der Wohnverhältnisse eingeleitet, so setzt die Gemeinde die Verwaltung davon in Kenntnis.

Unterabschnitt 2 — Maßnahmen in Bezug auf Räume nach Artikel 6 Absatz 1 Ziffern 2 und 3

Art. 11. Wird in einem vom vorliegenden Abschnitt betroffenen Raum ein Leitwert überschritten, der Maßnahmenwert jedoch nicht erreicht, trifft der Betreiber der Einrichtung auf der Grundlage des in Artikel 8 genannten Bewertungsberichts die erforderlichen Maßnahmen, um die Entwicklung der Qualität der Innenraumluft in den betroffenen Räumlichkeiten zu überwachen. Ziel dieser Maßnahmen ist die Verbesserung der Innenraumluftqualität.

Die Verwaltung bestimmt die Frist, binnen deren eine neue Bewertung nach Artikel 8 durchzuführen ist.

Art. 12. § 1. Wird ein Maßnahmenwert überschritten oder identifiziert der Bewertungsbericht Umwelt- und Gesundheitsgefahren, die mit der Qualität der Innenraumluft verbunden sind, so ist der Betreiber verpflichtet, der Verwaltung einen Aktionsplan zur Genehmigung vorzulegen, der darauf abzielt, die Gefahren zu reduzieren und die Entwicklung der Innenraumluftqualität zu überwachen.

Der Aktionsplan wird innerhalb einer zwischen dem Eigentümer, dem Betreiber und der Verwaltung vereinbarten Frist übermittelt. Diese Frist darf jedoch sechs Monate nicht überschreiten.

Im Aktionsplan wird ein Zeitplan für dessen Umsetzung vorgeschlagen.

Liegt keine Vereinbarung vor oder wird kein Aktionsplan übermittelt, so wird von der Verwaltung ein Aktionsplan aufgelegt, der den Gefahren entspricht.

§ 2. Der Bewertungsbericht und der Aktionsplan, der von der Verwaltung genehmigt wurde, werden von dieser an die Gemeinde weitergeleitet, in der sich der betroffene Raum befindet.

§ 3. Der Betreiber setzt den Aktionsplan nach dem genehmigten Zeitplan um und informiert nach den von der Regierung bestimmten Modalitäten die Nutzer über die geplanten Maßnahmen. Die Verwaltung sorgt unter den Bedingungen, die von der Regierung festgelegt wurden, für die Begleitung und die Kontrolle der Umsetzung des Aktionsplans.

Abschnitt 4 — Beschwerden

Art. 13. Gegen die in Artikel 7 Absatz 2 und in den Artikeln 11 und 12 erwähnten Verwaltungsbeschlüsse kann der Betreiber bei der Regierung Beschwerde einreichen.

Der Antragsteller einer in Artikel 9 genannten Zulassung kann gegen den Beschluss der Verwaltung oder das Ausbleiben eines solchen Beschlusses bei der Regierung Beschwerde einreichen.

Die Regierung bestimmt die Modalitäten bezüglich der Untersuchung und der Fristen der in den Absätzen 1 und 2 vorgesehenen Beschwerden.

Abschnitt 5 — Beihilfen

Art. 14. Innerhalb der zur Verfügung stehenden Haushaltsmittel kann die Regierung unter den von ihr bestimmten Bedingungen eine finanzielle Beihilfe gewähren, um die mit der Bewertung der Innenraumluftqualität verbundenen Kosten abzudecken.

Die Regierung präzisiert die Bedingungen und Modalitäten für die Gewährung der finanziellen Beihilfe und setzt die finanzielle Beteiligung des Antragstellers fest.

Abschnitt 6 — Datenschutz

Art. 15. Die Verarbeitung der in den Anträgen und Bewertungsberichten über die Innenraumluftqualität enthaltenen personenbezogenen Daten erfolgt gemäß den gesetzlichen Vorschriften in Sachen Datenschutz.

Die verantwortliche Instanz für die Verarbeitung der im vorliegenden Dekret erwähnten Daten ist die Verwaltung.

Die personenbezogenen Daten dürfen gemäß Artikel 8 § 2 nicht länger als drei Jahre nach der Übermittlung des Berichts aufbewahrt werden. Wenn diese Daten in die Beobachtungsstelle über die Qualität der Innenraumluft aufgenommen werden, werden sie anonymisiert.

Die Regierung bestimmt die technischen und organisatorischen Maßnahmen, die zum Schutz der personenbezogenen Daten erforderlich sind und deren Vertraulichkeit gewährleisten sollen.

Die für die Verarbeitung verantwortliche Instanz stellt zum Zeitpunkt der Bestätigung der Zulassung des Antrags den Personen, für die ein Antrag auf Bewertung der Innenraumluftqualität eingereicht wurde, die Informationen zur Verfügung, die sich auf die Verarbeitung der Daten sowie auf die Rechte und Rechtsmittel beziehen, die ausgeübt werden können.

KAPITEL IV — *Strafbestimmungen*

Art. 16. Begeht einen Verstoß der vierten Kategorie im Sinne von Artikel D.151 des Buches I des Umweltgesetzbuches der Betreiber oder Eigentümer einer öffentlich zugänglichen Einrichtung, der:

- 1° die in Artikel 8 erwähnte Bewertung der Innenraumluftqualität behindert;
- 2° die in Artikel 11 erwähnten Überwachungsmaßnahmen nicht umsetzt;
- 3° den in Artikel 12 erwähnten Aktionsplan nicht fristgerecht zur Genehmigung vorlegt;
- 4° den in Artikel 12 erwähnten Aktionsplan nicht innerhalb der vorgesehenen Fristen umsetzt.

Begeht einen Verstoß der dritten Kategorie im Sinne von Artikel D.151 des Buches I des Umweltgesetzbuches, der Fahrer oder Mitfahrer eines Fahrzeugs, der gegen das in Artikel 4 vorgesehene Verbot verstößt.

KAPITEL V — *Übergangs-, Abänderungs- und Schlussbestimmungen*

Art. 17. Die in Artikel 16 erwähnten Verstöße werden nicht strafrechtlich geahndet und sind gemäß dem Buch I des Umweltgesetzbuches nur mit Verwaltungsanktionen belegt.

Abweichend von Artikel D.141 des Buches I des Umweltgesetzbuches übermittelt der Bedienstete dem Zuwiderhandelnden per Einschreiben das Protokoll, in dem der Verstoß festgestellt wird, und dies innerhalb von fünfzehn Tagen ab der Feststellung des Verstoßes oder des Ablaufs der in Artikel D.148 § 1 des Buches I des Umweltgesetzbuches erwähnten Frist. Dieses Protokoll und ein Nachweis für das Versenden des besagten Einschreibens an den Zuwiderhandelnden werden binnen derselben Frist dem sanktionierenden Beamten übermittelt.

Art. 18. Artikel D.138 Absatz 1 des Buches I des Umweltgesetzbuches, eingefügt durch das Dekret vom 5. Juni 2008 und zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 12. Dezember 2014, wird um eine Ziffer 19 mit folgendem Wortlaut ergänzt: "19° das Dekret vom 31. Januar 2019 über die Qualität der Innenraumluft."

Art. 19. Das vorliegende Dekret tritt an dem von der Regierung festgesetzten Datum in Kraft.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 31. Januar 2019

Der Ministerpräsident

W. BORSUS

Die Ministerin für soziale Maßnahmen, Gesundheit, Chancengleichheit, den öffentlichen Dienst und die administrative Vereinfachung

A. GREOLI

Der Minister für Wirtschaft, Industrie, Forschung, Innovation, digitale Technologien, Beschäftigung und Ausbildung

P.-Y. JEHOLET

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten, Mobilität, Transportwesen, Tierschutz und Gewerbegebiete

C. DI ANTONIO

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Energie, Klima und Flughäfen

J.-L. CRUCKE

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten, Tourismus, Denkmalschutz, und Vertreter bei der Großregion

R. COLLIN

Die Ministerin für lokale Behörden, Wohnungswesen und Sportinfrastrukturen

V. DE BUE

(1) Sitzungsperiode 2018-2019

Dokumente des Wallonischen Parlaments 1246 (2018-2019) Nrn. 1 bis 6

Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 30. Januar 2019

Diskussion

Abstimmung

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2019/201064]

31 JANUARI 2019. — **Decreet betreffende de kwaliteit van de binnenlucht** (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

HOOFDSTUK I. — *Algemeen*

Artikel 1. § 1. Dit besluit heeft tot doel de hinder voor de lucht in gesloten ruimten te voorkomen of te beperken om zo de risico's voor het milieu en de gezondheid van de bewoners of gebruikers te beperken.

In dit kader bepaalt dit decreet de opdrachten op het vlak van evaluatie, diagnosebijstand en aanbevelingen voor elke bron van vervuiling van de binnenluchtkwaliteit.

§ 2. Dit decreet is niet van toepassing op de inrichtingen die uitsluitend werknemers in dienst hebben die bedoeld zijn in de Codex over het welzijn op het werk ter uitvoering van de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk.

Art. 2. In de zin van dit decreet en van zijn uitvoeringsbesluiten wordt verstaan onder:

- 1° "aanvrager": elke natuurlijke of rechtspersoon, publiek- of privaatrechtelijk, die een aanvraag indient;
- 2° "binnenlucht": lucht in een gesloten ruimte, ongeacht de herkomst ervan;
- 3° "niveau": de concentratie van een stof of deeltjes of een biologisch organisme of de waarde bij een fysische parameter in de binnenlucht;
- 4° "richtwaarde": het niveau dat in een gesloten ruimte moet worden bereikt of gehandhaafd om gezondheids- of milieueffecten te vermijden, te voorkomen of te verminderen;
- 5° "interventiewaarde": het niveau waarop preventieve en corrigerende maatregelen nodig zijn;
- 6° "administratie": de dienst aangewezen door de Regering;
- 7° "beoordelingsdienst": de dienst die bevoegd is voor de beoordeling van de binnenluchtkwaliteit, zoals aangewezen door de Regering;
- 8° "voertuig": motorvoertuig in de zin van artikel 1, 41, van het koninklijk besluit van 15 maart 1968 houdende algemeen reglement op de technische eisen waaraan de auto's, hun aanhangwagens, hun onderdelen en hun veiligheidstoebehoren moeten voldoen.

HOOFDSTUK II. — *Preventie*

Art. 3. Om de kwaliteit van de binnenlucht te behouden, kan de overheid:

- 1° het gebruik binnenshuis van bepaalde producten in voor het publiek toegankelijke instellingen en in andere gesloten ruimten die zij bepaalt, reglementeren;
- 2° de onderhouds- en controle-eisen vastleggen voor de werking van de apparatuur die een effect heeft op de kwaliteit van de binnenlucht.

Wanneer de in artikel 5 bedoelde gids voor goede praktijken en de krachtens lid 1, 1°, genomen maatregelen de schadelijke gevolgen van een product voor het milieu, met inbegrip van de menselijke gezondheid, niet doeltreffend bestrijden, kan de Regering het gebruik van het product binnenshuis in voor het publiek toegankelijke instellingen en in andere besloten ruimten die zij bepaalt, verbieden.

Art. 4. In aanwezigheid van minderjarigen is roken in de voertuigen verboden.

Art. 5. § 1. De Regering stelt het publiek een gids van goede praktijken ter beschikking om de hinder voor de binnenlucht te voorkomen en te beperken.

§ 2. De Regering organiseert en onderhoudt een waarnemingscentrum voor de binnenluchtkwaliteit van de onderzochte gebouwen. De gegevens in dit waarnemingscentrum worden anoniem gemaakt.

Zij regelt de procedures voor het verzamelen van de in het waarnemingscentrum opgenomen informatie en de opslagtermijn ervan.

Overeenkomstig Boek I van het Milieuwetboek, bepaalt zij de informatie die openbaar wordt gemaakt.

HOOFDSTUK III. — *Beoordeling van de kwaliteit van de binnenlucht*

Afdeling 1. — Algemeenheden

Art. 6. Dit Hoofdstuk is van toepassing op:

- 1° de woningen bedoeld in artikel 1, 3°, van het Waalse Wetboek van Huisvesting en Duurzaam Wonen;
- 2° de openbare gebouwen die onder een openbare activiteit vallen of de delen van deze gebouwen die uit hoofde van hun bestemming of functie bestemd zijn voor de opvang van het publiek;
- 3° de privé-gebouwen of de delen van deze gebouwen, vastgesteld door de Regering, die op grond van hun bestemming of functie bestemd zijn voor de opvang van het publiek.

Art. 7. Op basis van deze wetenschappelijke gegevens, bepaalt de Regering de richtwaarden en de interventiewaarden.

Wanneer een stof, biologisch organisme of fysische parameter, gemeten in een besloten ruimte, bij een overeenkomstig de artikelen 8 en 9 uitgevoerde beoordeling ernstige risico's voor het milieu of de gezondheid oplevert of kan opleveren en het niveau niet overeenkomstig lid 1 is vastgesteld, stelt de administratie met het oog op de lopende beoordeling de richtwaarden en interventiewaarden voor die in het in artikel 8 bedoelde beoordelingsverslag moeten worden bereikt. Deze richtwaarden en interventiewaarden worden voorgesteld op basis van de wetenschappelijke kennis en internationale aanbevelingen.

In het geval bedoeld in lid 2, bevestigt de Regering de voorgestelde waarden of past zij deze zo nodig aan.

Afdeling 2. — Beoordeling

Art. 8. § 1. Elke aanvraag om een beoordeling van de kwaliteit van de binnenlucht moet worden gemotiveerd met een medisch advies. De aanvraag wordt door de aanvrager of de aangezochte arts bij de Administratie ingediend. De Regering bepaalt de minimuminhoud van het medisch advies

Wanneer de aanvraag betrekking heeft op een woning, moet het vergezeld gaan van de schriftelijke toestemming van de bewoner van de betrokken woning.

Wanneer de aanvraag betrekking heeft op een van de ruimten bedoeld in artikel 6, eerste, tweede en derde alinea, wordt de eigenaar of exploitant van het bedoelde gebouw daarvan in kennis gesteld.

Elke aanvraag die wordt ingediend zonder dat het medisch advies is bijgevoegd, wordt als niet-ontvankelijk beschouwd

Naast de voorwaarde bedoeld in lid 4, bepaalt de Regering in welke gevallen het verzoek ongegrond of niet-ontvankelijk wordt geacht.

§ 2. Wanneer de aanvraag ontvankelijk is, wordt het door de Administratie naar de beoordelingsdienst gestuurd voor onderzoek.

De beoordelingsdienst stelt een beoordelingsverslag op met de beoordeling van de kwaliteit van de binnenlucht en de daarmee samenhangende milieu- of gezondheidsrisico's, alsmede, in voorkomend geval, de aanbevelingen en de mogelijke corrigerende maatregelen om de binnenluchtkwaliteit van de geanalyseerde ruimten te verbeteren en de in de lucht veroorzaakte verontreiniging te voorkomen of te beperken.

De Regering regelt de wijze van tussenkomst van de beoordelingsdienst en de minimale inhoud van het beoordelingsverslag.

Het verslag wordt overgemaakt aan de aanvrager, aan de arts die het medisch advies bedoeld in paragraaf 1 heeft uitgebracht en in elektronische vorm aan de administratie.

In het geval van een ruimte bedoeld in artikel 3, lid 1, 2° en 3°, wordt een samenvatting van het verslag overgemaakt aan de eigenaar en de exploitant wanneer zij niet de aanvrager zijn. In dat geval bepaalt de Regering de inhoud van deze samenvatting om de vertrouwelijkheid van de opgenomen gegevens te waarborgen.

§ 3. Wanneer de verontreiniging gemeten in de binnenlucht afkomstig is van de omgevingslucht buiten het betrokken gebouw, laat de Regering de oorzaak van de verontreiniging onderzoeken en stelt zij de gemeente daarvan in kennis.

Art. 9. § 1. Wanneer de beoordeling monsternemingen en analyses van de binnenlucht vereist, worden deze handelingen uitgevoerd door erkende laboratoria.

De Regering regelt de modaliteiten voor de tussenkomst van erkende laboratoria

§ 2. De voorwaarden voor de afgifte van een erkenning, procedure en gebruik, zoals vastgesteld voor laboratoria die belast zijn met de monsternemingen en analyses in het kader van de bestrijding van luchtverontreiniging, gelden voor de erkenning van laboratoria die belast zijn met de monsternemingen en analyses van de binnenlucht als bedoeld in dit decreet.

De erkenning wordt voor onbepaalde duur toegekend.

De Regering bepaalt de modaliteiten met betrekking tot de controle van de houders van een erkenning, alsook de regels, schorsings- en intrekkingmodaliteiten en de specifieke regels.

§ 3. De Regering kan de modaliteiten voor de monsternemingen en de analysemethoden vastleggen.

Afdeling 3. — Actieplannen

Onderafdeling 1. — Acties inzake ruimte bedoeld in artikel 6, lid 1, 1°

Art. 10. Wanneer een interventiewaarde in een woning wordt overschreden of een risico voor het milieu of de gezondheid oplevert dat verband houdt met de kwaliteit van de binnenlucht, maakt de Administratie de gemeente waar de woning zich bevindt het beoordelingsverslag bedoeld in artikel 8, § 2 over.

Indien er maatregelen worden genomen krachtens het Waalse Wetboek van Huisvesting en Duurzaam Wonen, zal de gemeente de Administratie hiervan op de hoogte brengen.

Onderafdeling 2. — Acties inzake ruimte bedoeld in artikel 6, lid 1, 2° en 3°

Art. 11. Wanneer een richtwaarde wordt overschreden in een ruimte bedoeld in deze afdeling, zonder dat de interventiewaarde wordt bereikt, neemt de exploitant van de inrichting op basis van het beoordelingsverslag bedoeld in artikel 8, de nodige maatregelen om de ontwikkeling van de binnenluchtkwaliteit in de betrokken lokalen te volgen. Deze maatregelen hebben tot doel de kwaliteit van de binnenlucht te verbeteren.

De administratie bepaalt binnen welke termijn een nieuwe beoordeling als bedoeld in artikel 8 moet worden uitgevoerd.

Art. 12. § 1. Wanneer een interventiewaarde wordt overschreden of wanneer het evaluatieverslag milieu- en gezondheidsrisico's met betrekking tot de binnenluchtkwaliteit identificeert, moet de exploitant een actieplan ter goedkeuring aan de Administratie voorleggen om de risico's te verminderen en om toezicht te houden op de evolutie van de binnenluchtkwaliteit.

Het actieplan wordt overgemaakt binnen een tussen de eigenaar, de exploitant en de Administratie overeengekomen termijn. Deze termijn mag echter niet langer duren dan zes maanden.

In het actieplan wordt een kalender voor de uitvoering ervan voorgesteld.

Bij gebrek aan overeenstemming of overmaking van het actieplan legt de Administratie een actieplan op dat in verhouding staat tot de risico's.

§ 2. Het evaluatieverslag en het door de Administratie goedgekeurde actieplan worden door de Administratie overgemaakt aan de gemeente waar de bedoelde ruimte zich bevindt.

§ 3. De exploitant voert het actieplan uit in overeenstemming met de goedgekeurde kalender en informeert de gebruikers over de geplande acties volgens de modaliteiten bepaald door de Regering. De administratie zorgt voor de opvolging en de controle van de uitvoering van het actieplan onder de door de Regering vastgestelde voorwaarden.

Afdeling 4. — Beroepsprocedure

Art. 13. Een beroep tegen de beslissingen van de Administratie bedoeld in artikel 7, tweede lid, in de artikelen 11 en 12 kan door de exploitant worden ingesteld bij de Regering.

De aanvrager van een erkenning bedoeld in artikel 9 kan bij de Regering een beroep instellen tegen de beslissing of het gebrek aan beslissing van de Administratie.

De Regering bepaalt de onderzoeksmodaliteiten en de termijnen voor de beroepen bedoeld in de leden 1 en 2.

Afdeling 5. — Steun

Art. 14. Binnen de grenzen van de beschikbare begrotingskredieten kan de Regering, onder door haar vastgestelde voorwaarden, financiële steun verlenen ter dekking van de kosten van de beoordeling van de kwaliteit van de binnenlucht.

De Regering stelt de voorwaarden voor de toekenning van de financiële steun vast en bepaalt de financiële bijdrage van de aanvrager.

Afdeling 6. — Gegevensbescherming

Art. 15. De verwerking van persoonsgegevens in de aanvragen en de beoordelingsverslagen over de kwaliteit van de binnenlucht wordt uitgevoerd overeenkomstig de wetgeving inzake de bescherming van persoonsgegevens.

De verantwoordelijke voor de verwerking van de gegevens waarop dit decreet betrekking heeft, is de Administratie

Persoonsgegevens mogen overeenkomstig artikel 8, § 2, niet langer dan drie jaar na de overmaking van het verslag worden bewaard. Wanneer deze gegevens worden opgenomen in het waarnemingscentrum voor de binnenlucht kwaliteit, worden ze anoniem gemaakt.

De Regering bepaalt de technische en organisatorische maatregelen die nodig zijn voor de bescherming van persoonsgegevens en om de vertrouwelijkheid ervan te waarborgen.

De verantwoordelijke voor de verwerking verstrekt de personen aan wie een aanvraag om een beoordeling van de kwaliteit van de binnenlucht wordt voorgelegd, bij de bevestiging van de ontvankelijkheid van het verzoek, informatie over de verwerking van de gegevens, alsmede de rechten en beroepen die uitgeoefend kunnen worden.

HOOFDSTUK IV. — Strafbepalingen

Art. 16. Er wordt een overtreding van vierde categorie in de zin van artikel D.151 van Boek I van het Milieuwetboek begaan door de exploitant of de eigenaar van een inrichting toegankelijk voor publiek die:

- 1° de beoordeling van de kwaliteit van de binnenlucht bedoeld in artikel 8 belemmert;
- 2° de maatregelen inzake toezicht bedoeld in artikel 11 niet uitvoert;
- 3° het in artikel 12 bedoelde actieplan niet binnen de voorgeschreven termijn ter goedkeuring voorlegt;
- 4° het in artikel 12 bedoelde actieplan niet binnen de voorgeschreven termijn uitvoert.

Er wordt een overtreding van derde categorie in de zin van artikel D.151 van Boek I van het Milieuwetboek begaan door de bestuurder of passagier van een voertuig die het verbod bedoeld in artikel 4 overtreedt.

HOOFDSTUK V. — Overgangs- wijzigings- en slotbepalingen

Art. 17. De overtredingen bedoeld in artikel 16 zijn niet strafrechtelijk vervolgd en zijn enkel onderworpen aan administratieve sancties overeenkomstig Boek I van het Milieuwetboek.

In afwijking van artikel D.141 van Boek I van het Milieuwetboek wordt het proces-verbaal van vaststelling van de overtreding binnen vijftien dagen na de vaststelling van de overtreding of na afloop van de termijn bedoeld in artikel D.148, § 1, van Boek I van het Milieuwetboek, door het personeelslid, per aangetekende brief, aan de overtreder overgemaakt. Dat proces-verbaal en een bewijs van de verzending van het aangetekend schrijven naar de overtreder worden binnen dezelfde termijn aan de sanctionerende ambtenaar overgemaakt.

Art. 18. Artikel D.138, eerste lid, van Boek I van het Milieuwetboek, ingevoegd bij het decreet van 5 juni 2008 en voor het laatst gewijzigd bij het decreet van 12 december 2014, wordt aangevuld met een punt 19°, luidend als volgt: "19° het decreet van 31 januari 2019 betreffende de kwaliteit van de binnenlucht."

Art. 19. Dit decreet treedt in werking op de datum die de Regering bepaalt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 31 januari 2019.

De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van Sociale Actie, Gezondheid, Gelijke Kansen, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,
A. GREOLI

De Minister van Economie, Industrie, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën,
Tewerkstelling en Vorming,
P.-Y. JEHOLET

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken, Mobiliteit,
Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,
C. DI ANTONIO

De Minister van Begroting, Financiën, Energie, Klimaat en Luchthavens,
J.-L. CRUCKE

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme,
Erfgoed en afgevaardigd bij de Grote Regio,
R. COLLIN

De Minister van de Plaatselijke Besturen, Huisvesting en Sportinfrastructuren,
V. DE BUE

(1) Zitting 2018-2019.

Stukken van het Waalse Parlement 1246 (2018-2019) Nrs. 1 tot 6.

Volledig verslag, plenaire vergadering van 30 januari 2019.

Bespreking.

Stemming.